



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/6 (Sect. 2)
5 août 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995*

TITRE I. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

Chapitre 2. *Bureaux intégrés des Nations Unies*

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
2. Bureaux intégrés des Nations Unies	2

* Le présent document contient le chapitre 2 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session* (A/48/6/Rev.1).

TITRE 1

POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

CHAPITRE 2. BUREAUX INTEGRES DES NATIONS UNIES

Vue d'ensemble

TABLEAU 2.1. CREDITS DEMANDES POUR 1994-1995, PAR OBJET DE DEPENSE
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Crédits révisés	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1994-1995 Crédits demandés
		Montant	Pourcentage			
Dépenses de personnel	-	2 396,2	-	2 396,2	188,7	2 584,9
Voyages en mission	-	90,0	-	90,0	5,1	95,1
Frais généraux de fonctionnement	-	720,0	-	720,0	111,6	831,6
Mobilier et matériel	-	90,0	-	90,0	3,3	93,3
Total, budget ordinaire	-	3 296,2	-	3 296,2	308,7	3 604,9

TABLEAU 2.2. POSTES NECESSAIRES

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1992-1993</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1992-1993</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1992-1993</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1992-1993</i>	<i>1994-1995</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	-	3	-	-	-	-	-	3
P-5	-	4	-	-	-	-	-	4
P-4	-	2	-	-	-	-	-	2
Total	-	9	-	-	-	-	-	9
Autres catégories								
Agents locaux	-	9	-	-	-	-	-	9
Total	-	9	-	-	-	-	-	9
Total général	-	18	-	-	-	-	-	18

Vue d'ensemble

2.1 Dans sa résolution 1992/40 du 30 juillet 1992, intitulée "Activités des organismes des Nations Unies dans les Etats baltes et la Communauté d'Etats indépendants", le Conseil économique et social a réaffirmé l'importance qu'il attachait à une démarche cohérente et à une présence intégrée des organismes des Nations Unies dans la région. Il a également invité le Secrétaire général à établir un rapport sur les moyens d'assurer cette démarche cohérente et cette présence intégrée dans les pays concernés et sur les mesures déjà prises pour ce faire.

2.2 Dans son rapport à l'Assemblée générale sur l'examen triennal d'ensemble des orientations des activités opérationnelles du système des Nations Unies (A/47/419/Add.3), le Secrétaire général a indiqué l'importance que lui-même et les organismes des Nations Unies attachaient à une démarche cohérente et à une présence intégrée dans la région. L'Assemblée générale a entériné cette approche par sa résolution 47/199 du 22 décembre 1992. Le Secrétaire général a décidé, afin de l'appliquer concrètement, de créer des bureaux provisoires des Nations Unies en Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan et Ukraine. La mise en place de ces bureaux, dont l'activité devait initialement être centrée sur l'assistance au développement et sur l'appui à fournir en matière d'information aux pays en question, a été confiée au Département de l'information et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des arrangements administratifs et financiers ont été conclus entre l'ONU et le PNUD. Le Secrétaire général propose maintenant que ces bureaux soient désignés sous le nom de bureaux intégrés des Nations Unies.

2.3 Cette initiative particulière s'inscrit dans le cadre de l'engagement que le Secrétaire général a pris d'encourager une présence unifiée des Nations Unies au niveau des pays. La raison en est qu'il est persuadé que le système des Nations Unies a pour principale mission de concevoir et de mettre en oeuvre une approche intégrée de la sécurité sous tous ses aspects, à laquelle tous les éléments du système participent dans leurs domaines respectifs de compétence. Cette approche suppose une coordination efficace entre les organes des Nations Unies à l'échelon national et au niveau du Siège. La nomination d'un seul responsable comme représentant des Nations Unies dans les pays concernés devrait rendre les moyens que le système peut mettre à leur disposition plus accessibles aux Etats Membres, et notamment aux Etats nouvellement indépendants ou autres Etats en transition. L'aménagement de locaux communs devrait également faciliter la coordination et l'accès au système des intéressés, et encourager les économies d'échelle.

2.4 Un certain nombre d'initiatives tendant à promouvoir l'intégration ou la coordination au niveau des pays sont déjà bien établies, en particulier le système du coordonnateur résident et les mesures visant à intégrer les centres d'information des Nations Unies avec d'autres bureaux de l'Organisation. La décision que le Secrétaire général a prise de créer sept bureaux provisoires, financés directement sur le budget ordinaire, n'enlève rien à la valeur de ces mesures et doit être comprise comme un moyen nouveau et complémentaire de promouvoir un but global : répondre de manière plus efficace aux besoins des Etats Membres. Aussi le Secrétaire général entend-il appliquer plus largement cette nouvelle approche, en fonction des besoins. Dans cette perspective, il est déjà prévu de créer des bureaux intégrés en Erythrée et dans la Fédération de Russie, à la demande des gouvernements concernés.

2.5 La stratégie d'ensemble en matière de création et de fonctionnement des bureaux intégrés des Nations Unies au cours de l'exercice 1994-1995 consiste à assurer une présence unifiée des Nations Unies dans certains pays et à faciliter un dialogue pratique et effectif entre l'ONU et ses programmes, fonds et bureaux et les nouveaux Etats Membres. Au nombre des principales activités de ces bureaux intégrés figureront des projets spéciaux qui viseront à appuyer la transition économique et sociale des pays concernés en fournissant des services indispensables au développement, des secours humanitaires d'urgence, des services d'information, en assurant la paix et la sécurité internationales, selon le cas.

2.6 En vertu d'un mémorandum d'accord auquel on met la dernière main, le PNUD a conclu avec l'ONU un accord en vertu duquel les deux organisations seront conjointement responsables des aspects administratifs et financiers de chacun des sept bureaux provisoires créés à ce jour. Cet accord servira de modèle aux bureaux qui pourraient être créés à l'avenir, le détail des arrangements étant fonction, dans chaque cas d'espèce, des conditions particulières au pays concerné.

Programme de travail

- 2.7 Les principales activités des bureaux intégrés des Nations Unies consisteront notamment en projets spéciaux destinés à faciliter la transition économique et sociale du pays hôte, le renforcement du rôle des médias nationaux et de leur infrastructure, la liaison avec les institutions locales, le dépouillement de la documentation publiée sur les questions qui présentent un intérêt direct pour l'Organisation et la couverture d'ensemble des problèmes qui concernent l'ONU et les pays hôtes.
- 2.8 On envisage que l'action des bureaux intégrés des Nations Unies revête notamment la forme d'une collaboration avec les médias nationaux (presse, institutions universitaires, bibliothèques publiques et autres organes locaux), de manière à faire davantage connaître l'ONU et à mieux assurer la diffusion de sa documentation d'information. Les bureaux intégrés fourniront aussi en temps utile au Siège de l'ONU des renseignements sur l'information publiée par les médias nationaux et sur les commentaires officiels dont font l'objet les problèmes qui préoccupent le Secrétaire général et l'ONU.
- 2.9 Les bureaux intégrés permettront de constituer la capacité humaine et institutionnelle requise pour la gestion et la consolidation rapide du processus de transition sociale, politique et économique. Il s'agit avant tout d'inciter les populations à participer au processus de réforme, de leur permettre d'assumer leur rôle dans une société ouverte et d'atténuer les épreuves qui vont de pair avec le processus de transition.
- 2.10 Les bureaux provisoires participent aussi à la fourniture des secours humanitaires d'urgence, notamment en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. Les programmes humanitaires visent à répondre aux besoins humanitaires d'urgence en matière d'alimentation, de santé, de transports, d'articles ménagers, d'abris, d'eau et d'assainissement.
- 2.11 Parmi les pays où l'ONU a créé des bureaux provisoires, certains ont besoin d'une aide spéciale pour appuyer leur développement économique et social et pour s'adapter à l'indépendance. Dans plusieurs, le Secrétaire général a reçu pour mandat d'intervenir en faveur du maintien de la paix dans des situations de conflit, ou de conflit potentiel.
- 2.12 Les bureaux intégrés des Nations Unies permettent ainsi une approche nouvelle de la représentation de l'ONU au niveau des pays, abordant globalement les aspects politiques, socio-économiques, environnementaux et humanitaires des situations propres à chacun des pays.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

- 2.13 Des précisions ont été données dans le document A/C.5/47/89 sur les ressources nécessaires aux bureaux provisoires en 1992-1993. Conformément à la décision prise à ce sujet par l'Assemblée générale, ces besoins, absorbés dans les limites des ressources disponibles, ont été couverts au moyen de transferts temporaires de postes.

Dépenses de personnel

- 2.14 Les ressources nécessaires pour l'exercice 1994-1995 ont été estimées sur la base des besoins à cet égard des bureaux provisoires existant en 1992-1993. Pour 1994-1995, on estime avoir besoin du nombre suivant de postes : neuf postes d'administrateur (trois D-1, quatre P-5, deux P-4) et neuf postes d'agents locaux (voir tableau 2.2). Les dépenses de personnel se monteraient à 2 396 200 dollars. Si le Secrétaire général décidait de créer d'autres bureaux intégrés, le personnel supplémentaire et autres ressources éventuellement nécessaires seraient demandés.

Voyages en mission

- 2.15 Les ressources prévues sous cette rubrique (90 000 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires se rendant aux bureaux intégrés et les voyages supplémentaires qui seraient nécessaires dans le cadre des activités de chacun de ces bureaux.

Frais généraux de fonctionnement

2.16 Les ressources prévues à ce titre s'élèvent à 720 000 dollars. Elles permettront de couvrir la part des dépenses courantes de fonctionnement (fournitures et accessoires compris) des neuf bureaux intégrés des Nations Unies pour l'exercice 1994-1995 qui est à la charge de l'ONU. On a en outre prévu, pour le mobilier et le matériel, un crédit non renouvelable de 90 000 dollars représentant la part qui revient à l'ONU des dépenses d'établissement des bureaux intégrés qu'il est proposé d'ouvrir en Erythrée et dans la Fédération de Russie. Le montant prévu à ce titre est fondé sur l'accord conclu entre l'ONU et le PNUD, en vertu duquel ces deux organisations sont convenues en principe de partager les frais de démarrage et de fonctionnement des sept bureaux provisoires existants des Nations Unies, sous réserve que la part de l'ONU ne dépasse pas 45 000 dollars en moyenne pour les frais de premier établissement et 40 000 dollars en moyenne pour les dépenses courantes de fonctionnement par bureau et par an.